



La France en marche armée

Selon Emmanuel Macron, la France est entrée depuis 2022 en « économie de guerre ». L'inexactitude de la formule⁽¹⁾ pour lui ne compte pas : l'objectif est une fois encore de militariser l'économie, la politique et les esprits. Conséquence, le budget de l'armement explose. A quel prix ?

Claude SERFATI, économiste, spécialiste de l'armement

Quel bilan les dix années de pouvoir d'Emmanuel Macron laisseront-elles dans l'histoire ? Le surnom de Président des « super-riches » ? La réforme des retraites qu'il aura maintenue (mais pas fait voter) contre la très large majorité des salariés ? Le record d'augmentation des dépenses militaires, qui sont passées de 41 milliards en 2017 à 62 milliards d'euros (pensions incluses) en 2025, avant qu'il annonce qu'elles pourraient atteindre 100 milliards en 2030 ?

Compte tenu de la nature bonapartiste de la V^e République, les questions de défense constituent un « domaine réservé » du Président. Depuis son élection, il a multiplié les métaphores guerrières. Comme si la marginalisation du Parlement sur les questions de défense ne suffisait pas, il a transformé le Conseil des ministres en chambre d'enregistrement des décisions du Conseil de défense. Ce procédé a été réutilisé plusieurs fois pendant les manifestations de mai 2024, en Nouvelle-Calédonie, pour que « l'ordre républicain [soit] rétabli, quoi qu'il en coûte »⁽²⁾.

Le ministre des Armées justifie les ventes d'armes ainsi : « *Exporter nos armes est vital pour développer notre base industrielle et technologique de défense. Mais c'est aussi une condition de notre souveraineté.* »⁽³⁾ Cet article ne traitera que de cette dernière dimension⁽⁴⁾.

Une diplomatie de ventes d'armes

Vendre des armes contribuerait ainsi à la souveraineté et au rayonnement de la France, et à faire porter sa voix partout dans le monde. Mais de quel rayonnement s'agit-il ?

La guerre menée par Israël en Palestine fournit un éclairage sur la réalité qui se niche derrière les déclarations. La France déclare respecter le droit international. « *En même temps* », le gouvernement d'E. Macron a déclaré que Benjamin Netanyahu bénéficie d'une immunité en tant que chef d'un gouvernement d'un pays non signataire du traité de Rome instituant la Cour pénale internationale (CPI)⁽⁵⁾.

« Les ventes d'armes sont, depuis les années 1960, une composante vitale de l'industrie française d'armement, elles guident les choix diplomatiques. Quoi qu'il en coûte pour les populations de la planète qui en sont les victimes. »

Le gouvernement français multiplie les dissolutions d'associations de défense du peuple palestinien, parfois au motif du caractère antisémite de la revendication « un seul pays, de la mer au Jourdain ». « *En même temps* », il est silencieux sur l'obligation faite aux écoles israéliennes d'utiliser les cartes géographiques qui classent les territoires occupés comme appartenant à Israël⁽⁶⁾. La France n'a par ailleurs pris aucune mesure contre Israël en 2018 lorsque son Parlement a voté à la quasi-unanimité une loi qui définit le pays comme « l'Etat-nation du peuple juif » et réserve « exclusivement au peuple juif » « le droit à l'autodétermination nationale ».

E. Macron annonce qu'il reconnaîtra l'existence de l'Etat palestinien. Pourtant, selon l'ONG israélienne Peace Now, il y avait 110 000 colons israéliens dans les territoires occupés au moment des accords d'Oslo, et près de 500 000 aujourd'hui. Depuis trente ans, la France ignore cette violation du droit international et a renforcé ses relations avec Israël. Depuis le 7 octobre 2023, aucune mesure sérieuse n'a été prise contre les attaques menées par les

(1) En 2024, l'Ukraine a consacré environ un tiers de son PIB aux dépenses militaires ; pour la France, le chiffre est de 2,1 %.

(2) Déclaration du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie dans *Le Progrès*, 19 mai 2024.

(3) Déclaration de M. Sébastien Lecornu, ministre des Armées, sur la politique de la défense, à Paris le 7 janvier 2025 (www.vie-publique.fr/discours/296793-sebastien-lecornu-07012025-politique-de-la-defense).

(4) Pour les dimensions économiques de l'armement, voir le chapitre « Production d'armes et catastrophe industrielle » in Claude Serfati, *L'Etat radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée*, La Fabrique, 2022 [NDLR : voir encadré p. 46].

(5) Au risque de s'exposer « à une condamnation de la part de la CPI au regard de sa jurisprudence constante », note la juriste Tiphaine Demaria : « La France devrait-elle livrer Benjamin Netanyahu à la Cour pénale internationale ? », « Le club des juristes », 29 novembre 2024.

(6) Dahlia Scheindlin, « For Israelis, "From the River to the Sea" Is a Reality. For Palestinians, It's a Crime », in *Haaretz*, 13 février 2025.

(7) Question de Ian M. Brossat, 1^{er} mai 2025 (www.senat.fr/questions/base/2025/qSEQ250504469.html).

(8) Compte rendu de la Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 18 février 2025.

(9) Observatoire des armements, communiqué, 25 février 2025 (www.obsarm.info/spip.php?article684).

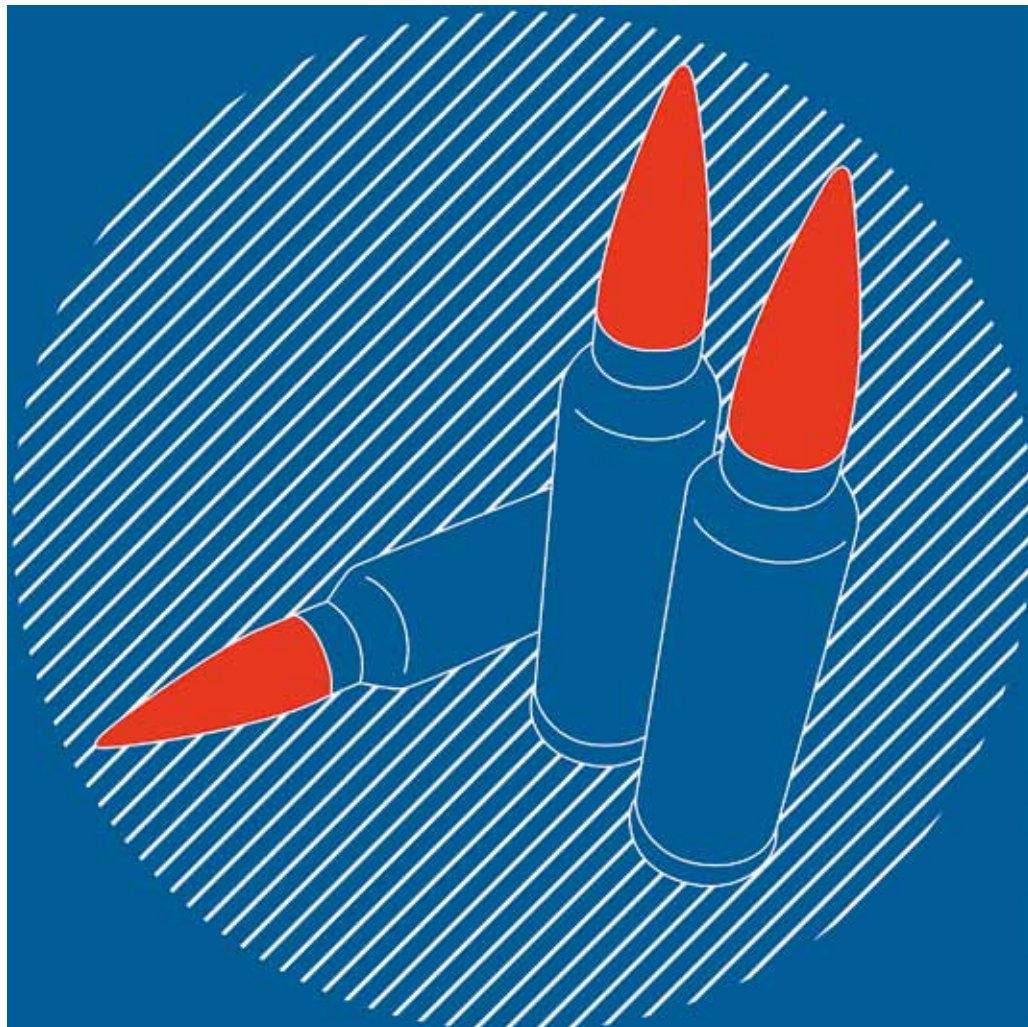
(10) « China's J-10 "Dragon" shows teeth in India-Pakistan combat debut », in *Financial Times*, 9 mai 2025.

(11) Cité dans C. Serfati, *Le Militaire. Une histoire française*, éditions Amsterdam, 2017.

(12) Entre 2017 et 2023, les dépenses militaires ont augmenté de 29 % et les dépenses d'enseignement de 20 %.

(13) www.lefigaro.fr/international/pourquoi-augmenter-le-budget-des-armees-a-3-5-n-est-pas-la-solution-miracle-20250304.

Entre 2000 et 2023, les dépenses militaires ont augmenté de 80 %. Depuis plus de vingt ans, ce sont bien les augmentations des dépenses de police et de défense qui contribuent le plus (avec le paiement de la dette) aux déficits du budget de l'Etat.



© ZEROTOLERANCE, LICENCE PIXABAY

colons dans les territoires occupés. D'où la question écrite posée par un sénateur, qui note *« que rien n'est fait par la France alors que certains de ces colons sont susceptibles de détenir des biens immobiliers, des avoirs financiers ou d'autres intérêts économiques en France »*⁽⁷⁾.

L'attitude du gouvernement français sur la Palestine est l'aspect le plus visible d'une rhétorique qui est apte à manier les grands principes fondateurs de la République afin de poursuivre les ventes d'armes. Lorsque le ministre des Armées déclare que celles-ci sont un vecteur de *« notre influence en matière de sécurité internationale »*⁽⁸⁾, les faits lui répondent ainsi : *« 2024 : 18 milliards ! Les exportations aux régimes autoritaires s'amplifient. »*⁽⁹⁾ Les ventes d'armes sont, depuis les années 1960, une composante vitale de l'industrie française d'armement, elles guident les choix diplomatiques. Quoi qu'il en coûte pour les populations de la planète qui en sont les victimes. Un expert chinois rappelait en mai 2025, lors des affrontements militaires entre le Pakistan et l'Inde – premier client de la France pour l'armement – que, pour les exportations d'armes, *« il n'y a pas de meilleure publicité qu'une situation de combat réel »*⁽¹⁰⁾. Cela confirme les remerciements adressés par Serge Dassault à F. Hollande et au ministre des Armées, J.-Y. Le Drian, lors de la guerre au Mali, *« pour tout ce que vous faites, pas seulement pour nous, pour toutes les exportations »*⁽¹¹⁾.

L'économie de guerre sociale

Les grands médias ont largement repris la thèse que les *« dividendes de la paix »* auraient, au cours des dernières décennies, contribué à affaiblir la défense de la France. Des éditorialistes influents répètent même qu'une raison majeure réside dans l'acharnement à maintenir un *« modèle social »* financièrement trop coûteux. En somme entre *« le beurre »* et *« les canons »*, le mauvais choix aurait été fait. Cela n'a pas empêché les armées

françaises de conduire, depuis la décennie 1990, une centaine d'opérations militaires – principalement en Afrique.

Contrairement au battage médiatique, les données budgétaires n'indiquent pas de diminution des dépenses militaires. Entre 2000 et 2023, celles-ci ont augmenté de 80 %. Certes, c'est moins que la police (+92 %), choyée par tous les gouvernements, mais notablement plus que les dépenses d'enseignement (+60 %). Depuis plus de vingt ans, ce sont bien les augmentations des dépenses de police et de défense qui contribuent le plus (avec le paiement de la dette) aux déficits du budget de l'Etat.

Les deux lois de programmation militaire (2017-2024 et 2024-2030) font passer le budget des Armées de 30 milliards d'euros en 2017 à 50,5 milliards d'euros (soit 62 milliards de pensions incluses), en 2025⁽¹²⁾. Ce n'est qu'un début. Le 5 mars 2025, E. Macron a annoncé des augmentations du budget militaire *« sans que les impôts ne soient augmentés. Pour cela, il faudra des réformes, des choix, du courage »*. Il a *« confidentiellement »* glissé le chiffre de 3,5 % du PIB aux journalistes du *Figaro*⁽¹³⁾, soit 100 milliards d'euros (pensions incluses) en 2030.

Travailler plus, pour armer plus ?

Où trouver l'argent sans *« augmenter les impôts »* ? Si l'on écarte le recours à plus d'endettement, compte tenu que le paiement de la dette pour le budget 2025 s'élève à 69 milliards d'euros, il reste la solution adoptée depuis 2017 : s'attaquer aux salariés, aux chômeurs et évidemment aux immigrés.

Les propositions dans ce sens sont nombreuses. Antoine Armand, qui fut ministre de l'Economie d'un gouvernement Macron, déclare que la solution au financement des augmentations du budget militaire réside *« dans la capacité à dire que certains travailleront davantage, ici ou là dans l'éducation ou les collectivités locales. [...] Les instituteurs, les professeurs ont des temps de travail*



qui méritent d'être regardés»⁽¹⁴⁾. Les instituteurs étaient déjà accusés, par le maréchal Pétain, «*plus que les militaires, [d'avoir] mis la France à genoux*»⁽¹⁵⁾... Pourquoi ne seraient-ils pas aujourd'hui tenus responsables du «*désarmement*» de la France⁽¹⁶⁾?

Certains estiment que cette mesure est insuffisante car elle ne touche qu'une fraction des salariés. La Confédération des PME propose une solution simple et «*équitable*» : travailler une heure de plus par semaine sans être payé, car «*pour pouvoir financer l'effort de guerre, il faut travailler plus, produire plus de valeur*», déclare son président⁽¹⁷⁾.

Une autre solution réside dans la dégradation dans les contrats de travail. En mars 2023, un rapport parlementaire observait que «*les impératifs de l'économie de guerre imposent de résoudre le manque de main-d'œuvre qualifiée*». En conséquence, il faut faire «*appel à des outils dérogatoires à ce que permettent les conventions collectives, [...] la création d'une réserve industrielle [et] le développement de solutions de travail intérimaire*»⁽¹⁸⁾.

Pourtant, une taxe de 2 % sur les 1 800 patrimoines les plus élevés rapporterait entre 15 et 20 milliards d'euros par an selon C. Autain, la corapportrice du projet de loi sur un impôt plancher.

La voie «militaro-sécuritaire» est tracée

Dans ce monde en guerres⁽¹⁹⁾, on observe un renforcement des politiques autoritaires, racistes et xénophobes dans les pays qui furent les foyers de la démocratie libérale. Cependant, le danger est d'autant plus menaçant en France, où les lois liberticides et l'état d'urgence sont systématisés depuis des années. Cette évolution est facilitée par les institutions de la V^e République, au sein desquelles l'armée occupe une place privilégiée et où les dispositifs répressifs abondent⁽²⁰⁾.

Dans le contexte du chaos mondial que les décisions annoncées par Donald Trump accélèrent, E. Macron va plus loin que ses prédécesseurs dans l'usage des prérogatives «*régaliennes*» et conduit le pays dans une voie militaro-sécuritaire périlleuse. Les cibles sont les mouvements populaires qui refusent les politiques sociales menées sous ses deux quinquennats, la jeunesse qui proteste contre les violences policières, les immigrés, «*premiers de corvée*» pendant la crise sanitaire, mais premières victimes de l'alliance qui va de Macron à l'extrême droite.

Dans un pays où il y a trois enseignants pour deux militaires, policiers et agents de sécurité, E. Macron lèguera à un Président ou une Présidente d'extrême droite ou à un «*sauveur*» – militaire ou civil – des moyens militaro-sécuritaires considérables. ●

(14) Entretien avec Louis Mollier-Sabet, «*Public Sénat*», 4 mars 2025 (www.publicsenat.fr/actualites/economie/augmentation-du-budget-de-la-defense-antoine-armand-epr-veut-regarder-du-cote-de-la-depense-sociale).

(15) Jérôme Gautheret et Thomas Wieder, «*L'instituteur, voilà l'ennemi*», in *Le Monde*, 31 juillet 2010.

(16) Pétain n'était-il pas «*ce grand soldat*» selon E. Macron, qui le célébra en 2018? Voir Arthur Berdah, «*Macron crée la polémique en justifiant l'hommage à Pétain*», in *Le Figaro*, 7 novembre 2018.

(17) Julien Da Sois, «*Retraites, réarmement : la CPME propose de travailler une heure de plus par semaine et de passer aux 36 heures*», in *Le Figaro*, 12 mars 2025.

(18) www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_fin/l16b1023_rapport-informations (voir p. 29 du rapport).

(19) C. Serfati, *Un monde en guerres*, Textuel, 2024 [NDLR : voir encadré].

(20) Avec, dans la Constitution, l'article 16 et l'article 36 sur l'état de siège, et les lois sur l'état d'urgence.

Deux livres pour comprendre le monde qui vient

L'Etat radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée

La Fabrique, 2022

Le général de Gaulle considérait que pour maintenir le rang de la France dans le monde, la compétitivité économique et la «*projection de puissance*» militaire étaient indissociables. L'armée, alors la colonne vertébrale de l'Etat, marque selon C. Serfati la «*radicalisation*» de celui-ci, soit l'intensification militariste à l'extérieur et le durcissement sécuritaire à l'intérieur. Les conséquences sociales sont fortes : il faut réduire à la fois le coût salarial qui inclut le droit à la retraite, la protection de la santé, l'éducation de la jeunesse ; et diminuer le déficit budgétaire en livrant une «*guerre aux chômeurs*».

La compétition économique et territoriale entre Etats suscite des conflits sur toute la planète. La France a fait de la vente d'armes et du nucléaire les derniers leviers de sa politique industrielle, au détriment de secteurs utiles à la population. L'armée française est présente dans les rues. Les lois liberticides se suivent. Au nom de la lutte contre le terrorisme, on fiche et on malmène musulmans, habitants des quartiers populaires, syndicalistes...

Un monde en guerres

Textuel, 2024

L'ouverture de multiples guerres est possible, affirme ici C. Serfati. Ces affrontements de demain révèlent à l'Europe que la croyance dans son immunisation contre la guerre est dépassée. Comme le montre la guerre en Ukraine, à Gaza et ailleurs, les enjeux pour l'accès aux ressources naturelles suscitent des conflits majeurs et des tensions pouvant déboucher sur des offensives armées. En jeu, les terres rares, mais aussi les ressources en eau.

La volonté isolationniste du gouvernement Trump est-elle tenable? En tout cas elle a des conséquences sur le développement de l'armement, vu les possibilités de conflits. L'auteur avertit : «*Les guerres militaires et non militaires entre les grandes puissances dotées d'armes nucléaires, les guerres pour les ressources naturelles [...], les guerres coloniales [...] voisinent avec celles menées contre leur peuple par des autocrates [...] ainsi qu'avec les guerres "intérieures" (sociales), [...] menées [pour] favoriser le capital financier [...].*»

Dominique Guibert,
membre du comité de rédaction de *D&L*